



# VOIX LOCALES, LEÇONS MONDIALES

## s'attaquer ensemble à la violence urbaine

25 au 27 Février, 2025  
Nairobi, au Kenya

**peace**  
IN OUR CITIES

Life &  
Peace  
INSTITUTE

## INTRODUCTION ET PRINCIPAUX ENSEIGNEMENTS

Du 25 au 27 février, les membres et experts de Peace in Our Cities (PiOC), notamment du continent africain, se sont réunis à Nairobi, au Kenya, pour le premier atelier régional du réseau PiOC, organisé en partenariat avec le Life & Peace Institute (LPI). Cet atelier régional a rassemblé des villes et des représentants membres de PiOC pour un échange de connaissances et un apprentissage par l'expérience sur des sujets tels que la violence basée sur le genre, la jeunesse, les données et la technologie, le changement climatique et la violence criminelle organisée dans le contexte unique de l'urbanisation rapide et du changement social de l'Afrique. Cet atelier de trois jours comprenait des discussions, des séances de formation et des visites de sites dans les quartiers informels de Nairobi, afin d'explorer les stratégies de prévention de la violence spécifiques aux communautés sur les sujets les plus urgents liés à la violence urbaine dans la région.

Les idées transversales qui se dégagent de l'ensemble des éléments de l'atelier sont notamment les suivantes :

- **La violence en tant que phénomène complexe:** les participants ont souligné que la violence est une crise aux multiples facettes et interconnectée, qui implique des questions liées à la gouvernance, au genre, à l'inégalité, au logement, au changement climatique, au chômage, à la participation politique, et bien plus encore.
- **La prévention plutôt que la répression:** les participants ont convenu qu'il ne suffit pas de prendre des mesures pour mettre fin à la violence au moment où elle se produit, mais que les gouvernements et les autres parties prenantes doivent identifier et traiter les causes profondes de la violence au moyen d'approches holistiques et de l'ensemble de la société.
- **La nécessité d'instaurer la confiance entre la communauté et les forces de l'ordre:** les participants ont exprimé l'importance de créer des ponts entre la communauté et la police. Bien que le maintien

de l'ordre ne puisse être considéré comme la seule solution à la prévention de la violence, il est crucial que les membres de la communauté puissent considérer les forces de l'ordre comme fiables, sûres et réactives.

- **Les jeunes en tant qu'agents de changement:** tout au long des discussions, les participants ont fait remarquer que les jeunes se sentent exclus des conversations politiques et des prises de décision, ce qui souligne la nécessité d'élever la voix des jeunes dans les discussions relatives à la prévention de la violence.
- **Les données comme outil de prévention de la violence:** les participants ont souligné l'importance d'utiliser des données pour comprendre la violence qui touche leurs communautés et concevoir des stratégies de prévention de la violence plus efficaces et mieux ciblées, tout en exprimant leurs préoccupations concernant les contraintes en matière de ressources.
- **Répondre aux défis par de meilleures institutions et une gouvernance efficace:** les participants ont fait remarquer la nécessité de mettre en place des institutions et des pratiques de gouvernance capables de répondre aux nouveaux défis mondiaux tels que la criminalité organisée, les changements dans le paysage du financement international et les menaces liées au climat.
- **Mise en réseau et partenariats stratégiques:** différentes séances tout au long de l'atelier ont mis en évidence l'importance de la création de coalitions entre les acteurs de la société civile et de partenariats avec des acteurs clés de l'État pour combler le fossé entre la politique et la pratique et assurer la durabilité à long terme des efforts visant à lutter contre la violence urbaine. L'atelier a permis aux membres de PiOC de partager leurs approches et d'explorer les liens critiques pour un engagement continu.

Vous trouverez ci-dessous un résumé détaillé de ces discussions.

## 1ER JOUR

### Séance d'ouverture

Lors de la séance d'ouverture, **Kelsey Paul Shantz, au nom du Secrétariat de PiOC**, a accueilli les participants à la première réunion régionale du réseau PiOC, un réseau mondial unique de plus de 25 gouvernements municipaux et de plus de 40 partenaires de la société civile, y compris des organisations internationales, tous engagés dans la réduction et la lutte contre la violence au sein de leurs communautés. Elle a insisté sur le fait que cet atelier était piloté par les membres et qu'il était alimenté par les membres sur les questions critiques actuelles à travers le continent africain. Elle a souligné que PiOC est une communauté d'apprentissage et a invité tous les participants à partager ouvertement les défis auxquels leurs communautés sont confrontées dans cet environnement de confiance et de soutien.

**Michelle Nyandong, directrice nationale chez LPI**, a accueilli les participants à Nairobi et a fait remarquer que cette conférence renforce l'engagement collectif à construire des communautés plus sûres face à une violence complexe, et que Nairobi, avec ses difficultés mais aussi son esprit d'innovation et de résilience, est une toile de fond appropriée pour ces conversations. Elle a souligné le potentiel de transformation lorsque les gouvernements, les acteurs de la société civile et les communautés s'unissent pour ouvrir des voies vers la paix.

**David Wanyonyi, commissaire du comté de Nairobi**, a souligné la capacité des solutions locales à s'attaquer aux causes profondes de la violence, telles que les programmes d'emploi pour les jeunes et les initiatives de sensibilisation à la toxicomanie qui produisent des progrès

mesurables en matière de réduction de la violence dans certains quartiers de Nairobi. Il a fait référence au mouvement de la génération Z et a noté la nécessité d'utiliser à la fois les champions de la paix et les médias sociaux pour encadrer les jeunes.

### Peace in Our Cities: notre pourquoi et notre comment

**Rachel Locke, cofondatrice de PiOC**, a expliqué en détail les motivations qui sous-tendent le réseau et la manière dont elles se traduisent dans son travail. L'idée du réseau, qui a démarré sous la forme d'une campagne en 2019, est née de la reconnaissance du fait que les villes doivent être incluses dans les conversations politiques mondiales sur la prévention et la réduction de la violence. L'approche du réseau repose sur trois « A »:

- **Accroître** la sensibilisation des décideurs politiques à la portée et à l'ampleur réelles de la violence urbaine et aux opportunités disponibles pour aider les villes à y faire face.
- **Faire progresser** les solutions politiques et les approches de consolidation de la paix fondées sur des données probantes afin de réduire les formes les plus graves de violence dans les contextes urbains.
- **Accompagner** les dirigeants des villes, les partenaires communautaires et la société civile par des échanges entre pairs et l'accès à l'information afin de réaliser des objectifs ambitieux en matière de réduction de la violence.

Elle a mis en avant certaines réussites de villes membres, comme Pelotas, au Brésil, qui a réduit les homicides de 89 % en seulement quatre ans, et Oakland, aux États-Unis, qui a réduit les homicides d'environ 50 % avant la pandémie



grâce à une stratégie de réduction de la violence basée sur le partenariat et fondée sur des données. Elle a insisté sur le fait que les réussites sont possibles, mais qu'elles ne sont pas faciles à obtenir : elles nécessitent des investissements importants, des approches multisectorielles et une bonne compréhension du contexte local.

Enfin, elle a reconnu que les villes africaines qui connaissent une croissance urbaine rapide sont confrontées à des défis uniques, en particulier en ce qui concerne les populations jeunes et les établissements informels. Cependant, les exemples d'Afrique de l'Ouest montrent que l'urbanisation ne conduit pas toujours à une augmentation de la violence et peut offrir des opportunités de croissance, d'investissement et de consolidation de la paix. Malgré des difficultés telles que la surpénalisation, les coupes budgétaires et les récits alarmistes, PiOC plaide en faveur d'une collaboration soutenue, d'un investissement en ressources et d'approches inclusives afin de construire des communautés urbaines plus sûres et plus résilientes.

## Prévenir la violence fondée sur le genre (VFG) dans les villes

Le premier panel de la journée s'est concentré sur la violence fondée sur le genre, une question qui est l'une des préoccupations prioritaires pour de nombreuses villes de la région. **Flávia Carbonari (Secrétariat de PiOC)** était la modératrice du panel et a encadré la discussion en remarquant que la VBG est un problème mondial aux conséquences multiples. Comme elle l'a fait remarquer, une femme sur trois est victime de violence liée au sexe ; en Afrique, plus de la moitié des pays ont un taux de violence liée au sexe supérieur à 40 %. Au-delà des effets sur l'individu, elle a souligné que le Fonds monétaire international

(FMI) estime que pour chaque augmentation de 1 % des taux de violence liée au sexe, l'activité économique peut être réduite de 8 %.

**Sara Serin-Christ, planificatrice du programme de lutte contre la violence liée au sexe pour la ville d'Oakland, aux États-Unis**, a partagé son expérience de la mise en œuvre d'un programme réussi de dissuasion de la violence visant à réduire la violence à l'égard des femmes dans la ville. Le projet comprend une réponse à la crise, un soutien à long terme pour les personnes prises dans le cycle de la violence, y compris l'accompagnement de la vie et l'assistance juridique, et le financement des organisations communautaires. Elle a également souligné qu'il est essentiel de disposer de données précises sur la VFG pour mieux comprendre le problème et formuler des stratégies efficaces, mais que la VFG est trop souvent sous-déclarée.

**Dean Peacock, directeur de l'initiative « Mobiliser les hommes pour une paix féministe » à la Ligue internationale des femmes pour la paix et la liberté**, a parlé de l'importance d'impliquer les hommes et les garçons pour mettre fin à la violence contre les femmes, qu'il a citée comme étant enracinée dans les normes patriarcales de genre et la misogynie. Comme il l'a fait remarquer, les violences subies par les enfants sont un facteur prédictif important du recours à la violence par les hommes, ainsi que de la faim et de la consommation d'alcool. Il a fait remarquer qu'il est essentiel de s'attaquer à ces causes profondes pour prévenir la violence future et que la criminalisation en soi n'est pas toujours efficace pour réduire la violence.

**Elsa Marie D'Silva, fondatrice de la Fondation Red Dot**, a parlé de la **plate-forme SafeCity**, qui s'appuie sur des données crowdsourcées pour rendre visibles des incidents de VBG auparavant invisibles, permettant ainsi l'éducation, le plaidoyer et l'identification de plates-formes au niveau local. Elle a fait remarquer qu'environ 80 % des incidents de VBG ne sont pas signalés par les voies officielles, de sorte que des plates-formes comme SafeCity, qui recueille des données dans les zones urbaines et rurales de 86 pays, sont essentielles pour préserver un enregistrement de ces histoires et permettre des réponses efficaces pour prévenir les différentes formes de VBG et améliorer les services de soutien aux survivants.



**Olive Nabisubi, responsable technique de l'équipe de prévention de la violence à l'égard des femmes chez Raising Voices,** a présenté SASA!, une approche de mobilisation communautaire visant à prévenir la violence à l'égard des femmes. Le projet a démarré en 2008 en Ouganda, mais il s'est maintenant étendu à plus de 30 pays dans le monde. Cette approche est utilisée par plus de 75 organisations, qu'il s'agisse d'organisations non gouvernementales (ONG) ou d'agences de l'ONU. Elle a également déclaré que l'objectif du programme est de modifier les normes relatives au genre et au pouvoir dans les relations intimes afin de prévenir la violence, et que les éléments essentiels de cette intervention comprennent l'activisme basé sur les bénéficiaires, l'engagement holistique de la communauté, le renforcement institutionnel et l'analyse du genre et du pouvoir.

Les questions du public ont porté sur la mise en œuvre efficace d'initiatives similaires dans différents contextes, sur la manière de mieux impliquer les hommes et les garçons dans ces efforts, sur le soutien à apporter aux travailleurs sociaux et aux personnes chargées d'interrompre la violence, et sur la manière d'aborder le problème de la sous-déclaration de la VFG. Les panélistes ont souligné l'importance d'obtenir l'adhésion de tous les secteurs du gouvernement pour mettre en œuvre des initiatives axées sur la VFG, en particulier dans les environnements dominés par les hommes. Ils ont affirmé qu'il est essentiel d'impliquer la communauté

et de coordonner les réponses de la communauté à la violence à l'égard des femmes. Ils ont également parlé de l'importance de trouver des processus culturellement appropriés pour la guérison des traumatismes.

## Séance de formation: exploration du concept de pouvoir et de ses interactions avec la VFG

Après la conversation sur la VFG, les participants ont eu l'occasion de se joindre à un exercice interactif pour expérimenter l'approche SASA!, ce qui leur a permis de réfléchir à leur compréhension et à leur expérience du pouvoir, qui est crucial pour s'attaquer aux moteurs de la VFG. Le compte rendu a révélé diverses interprétations de ce concept, notamment son potentiel de changement, son lien avec l'autorité, sa nature éphémère et son potentiel de corruption. Pour clore la discussion, Olive a présenté l'application de SASA! Together du concept de pouvoir, divisé en quatre phases : démarrage (réflexion sur le pouvoir à l'intérieur), prise de conscience (compréhension du pouvoir sur et des utilisations négatives), soutien (renforcement du pouvoir par l'action collective) et action (renforcement du pouvoir de la communauté pour soutenir les efforts de prévention).

## Criminalité organisée et violence urbaine

Le dernier panel de la journée s'est penché sur la relation entre le crime organisé et la violence au niveau urbain. La



modératrice, **Rachel Locke**, a commencé par souligner qu'il ne suffit pas de parler de la dimension interpersonnelle de la violence dans les villes, mais qu'il est important de reconnaître les dynamiques organisées et bien ancrées qui utilisent la violence pour conserver le pouvoir. Elle a fait remarquer que la criminalité en Afrique, tant organisée que dispersée, a augmenté depuis la crise de la COVID-19, en raison d'une fragmentation des facteurs de résilience.

**Antônio Sampaio, responsable thématique sur les villes et les économies illicites à l'Initiative mondiale contre la criminalité transnationale organisée (GI-TOC)**, a expliqué comment les schémas d'urbanisation en Afrique et l'émergence de nouvelles municipalités posent des problèmes de gouvernance qui ouvrent la voie à l'enracinement d'une gouvernance criminelle. Il a noté qu'entre 1975 et 2015, les villes d'Afrique subsaharienne ont triplé et que les communautés rurales se développent et se densifient. Les gouvernements nationaux, les organisations internationales et la société civile doivent collaborer pour mettre en place des institutions de qualité capables de répondre à ces nouvelles demandes et de prévenir la montée de la violence par le biais de la criminalité organisée.

**Carmen Corbin, chef de programme pour l'Afrique de l'Est à l'Office des Nations unies contre la drogue et le crime (ONUDC)**, a fait remarquer que dans toute l'Afrique, le crime organisé tend à s'organiser de manière similaire, en utilisant ses propres systèmes fiscaux et en prenant le contrôle des communautés par la fourniture de services sociaux alternatifs. Elle a noté que si les petits délits associés à ces organisations ont tendance à se produire en dehors des grandes villes, dans les ports et les aéroports, les pouvoirs centraux de ces réseaux ont tendance à se concentrer dans les villes. Elle a noté que les crimes sont principalement commis contre les femmes et les enfants, mais que les femmes ne se sentent pas en mesure de les dénoncer. Elle a ajouté que l'application de la loi est un élément important dans la lutte contre la criminalité organisée, mais qu'elle ne peut être la seule réponse, et qu'il est essentiel d'instaurer la confiance entre les communautés et le système de protection qu'elles offrent, afin qu'elles sachent qu'elles ont quelqu'un à qui s'adresser et qu'il y aura une réponse appropriée.

**Jairo García Guerreiro, secrétaire à la sécurité et à la justice de la ville de Cali, en Colombie**, a parlé de son expérience de la lutte contre un réseau très sophistiqué de criminalité organisée à Cali, et de ses manifestations complexes, y compris son intersection avec les crimes contre l'environnement. Il a indiqué que les services répressifs, la société civile, les gouvernements locaux et les entités gouvernementales plus importantes doivent se réunir et travailler collectivement pour trouver des solutions aux changements et aux adaptations rapides de ces réseaux. Il est important d'agir rapidement et de faire preuve de plus d'assurance dans la mise en œuvre des politiques et la recherche de réponses pour lutter contre la progression de ces groupes. Il a également souligné l'impact significatif des mesures d'austérité qui, à partir des années 1970, ont favorisé les conditions permettant au crime organisé de prospérer en Amérique latine.

**Juma Asiago, responsable de la gestion des programmes - Établissements humains à ONU-Habitat**, a fait remarquer que son organisation est particulièrement préoccupée par l'impact du crime organisé sur le développement urbain, ainsi que sur la qualité de vie et le bien-être de ses résidents. Il a fait remarquer que lorsque le crime organisé s'empare des villes, il remplace les gouvernements locaux et que, pour résoudre ce problème, il est essentiel de décortiquer les complexités de la vie urbaine en tant que système social et de comprendre comment les interactions entre les acteurs formels et informels ont un impact sur la sûreté et la sécurité.

Les questions des participants ont porté sur la résolution de ces problèmes de gouvernance afin que les communautés ne dépendent pas du crime organisé, sur la manière dont les gouvernements locaux peuvent recevoir des fonds pour soutenir leurs efforts de lutte contre le crime organisé, et sur la manière dont les organisations criminelles organisées peuvent influencer les terres et les territoires. Les panélistes ont réagi en soulignant l'importance pour les gouvernements d'être plus agiles dans leur réponse aux menaces émergentes et de favoriser la collaboration entre les secteurs. Ils ont également noté qu'il s'agit d'une réalité du Sud global que, dans de nombreuses villes, l'économie informelle génère beaucoup plus de richesses que l'économie formelle, et que la gouvernance criminelle

est profondément ancrée dans bon nombre de ces systèmes informels. C'est pourquoi, ont-ils fait remarquer, il est essentiel d'adopter une approche plus inclusive et réaliste du développement qui tienne compte de l'importance des économies informelles.

## Discussion en plénière

La journée s'est terminée par une discussion plénière animée par Daniel Friedman (Secrétariat de PiOC) au cours de laquelle les participants ont eu l'occasion de partager les défis auxquels ils ont été confrontés, de réfléchir aux possibilités d'action et d'exprimer la manière dont le réseau PiOC peut les soutenir dans leurs efforts. Une grande partie de la discussion s'est concentrée sur le contexte mondial actuel, en particulier sur les changements spectaculaires de la politique mondiale et les réductions du financement de l'aide étrangère de la part de nombreux donateurs qui les accompagnent. Les points clés soulignés lors de la séance plénière sont les suivants :

- La nécessité de s'adapter à l'évolution des paysages financiers et de réduire la dépendance à l'égard des donateurs traditionnels, notamment en explorant des moyens novateurs de mobiliser les ressources locales.
- L'importance de trouver un juste équilibre entre l'application de la loi et des approches plus holistiques et préventives de la réduction de la violence.
- La reconnaissance de la nature complexe et interconnectée de la violence, qui englobe des facteurs tels que la pauvreté, l'inégalité entre les sexes, le crime organisé et l'instabilité politique.
- L'importance continue des ressources, des bonnes données et des partenariats efficaces, y compris l'engagement de partenaires non traditionnels tels que les chefs religieux et le secteur privé.



## 2E JOUR

### Engager les jeunes dans la gouvernance, la paix et la réduction de la violence

Le panel, modéré par **Beatrice Kizi Nzovu, responsable de l'équipe des programmes nationaux africains chez LPI**, a discuté de l'importance de l'agenda de la jeunesse, de la paix et de la sécurité (YPS) en Afrique, de la nécessité de comprendre la dynamique qui le sous-tend et de s'attaquer au rôle de la jeunesse dans la violence politique. La modératrice a encadré la séance en évoquant le mouvement de la génération Z au Kenya en 2024, où de jeunes militants ont plaidé avec succès contre le projet de loi de finances kényan, exprimant la nécessité de reconnaître les jeunes comme des artisans du changement. Elle a également souligné qu'il y a un retour sur investissement clair dans le travail avec les jeunes et a mentionné le travail de son organisation, qui a engagé plus de 30 000 jeunes dans la Corne de l'Afrique.

**Stephannie Kalonji, spécialiste de la consolidation de la paix**, s'est inspirée de son expérience pour expliquer les défis et les opportunités liés à l'autonomisation des jeunes. Elle a fait remarquer qu'il est essentiel de provoquer un changement d'état d'esprit et de redonner de l'espoir aux jeunes qui ont souffert de la violence. Elle a souligné les défis auxquels les organisations communautaires sont confrontées pour mobiliser des ressources en vue d'actions de prévention de la violence à long terme, et le fait qu'elles sont susceptibles de subir des représailles politiques.



**Vincent Kenvin Odhiambo, directeur exécutif de Wasanii Sanaa**, a souligné la nécessité de reconnaître les contributions des jeunes à la consolidation de la paix, bien qu'ils soient rarement inclus dans les processus de prise de décision. Il a fait remarquer que les jeunes veulent un siège à la table et qu'il est important de les laisser façonner leur avenir.

Njoki Wamae, professeur adjoint de politique et d'études internationales à l'Université internationale des États-Unis en Afrique, a axé son intervention sur les défis structurels, juridiques et politiques qui ont contribué aux problèmes rencontrés par le secteur de la jeunesse. Elle a déclaré que l'absence d'un véritable engagement des jeunes conduit à des protestations qui peuvent dégénérer en violence. Elle a mentionné que dans les cas où les jeunes sont représentés dans des structures politiques telles que les comités de paix, la composition de ces organes est souvent biaisée en faveur des jeunes hommes, laissant les jeunes femmes marginalisées. Elle a fait remarquer qu'il ne suffit pas d'utiliser le terme « jeunes » comme un terme général pour tous les jeunes, mais qu'il est crucial de reconnaître explicitement les jeunes hommes et les jeunes femmes dans les processus politiques et décisionnels, afin de garantir une représentation équitable dans les structures de paix et de sécurité.

Les participants ont posé une série de questions sur la manière d'impliquer les jeunes dans différents contextes, y compris les jeunes impliqués dans la drogue et la criminalité, ainsi que les jeunes entrepreneurs et les jeunes dans les écoles. Les participants ont également posé des questions sur les moyens de mieux soutenir les organisations dirigées par des jeunes, en particulier face aux contraintes de financement. Les panélistes ont souligné la nécessité de mettre en évidence les identités des jeunes lorsqu'ils s'engagent en politique, et de repenser la définition de l'âge adulte pour l'élaboration des politiques. Ils ont également mis en avant quelques initiatives réussies pour impliquer les jeunes dans la politique, telles que l'expression créative, le théâtre éducatif et les kits d'outils de LPI sur la résilience dans l'analyse des conflits.

## **Réduction de la violence dans les quartiers informels: stratégies issues d'efforts communautaires à Nairobi**

Cette séance, animée par **Kelsey Paul Shantz (Secrétariat de PiOC)**, avait pour but de discuter des défis spécifiques de la violence dans les quartiers informels de Nairobi, en se concentrant sur la mise en évidence de solutions dirigées par les communautés et d'histoires de réussite inspirantes. Dans ses remarques de cadrage, elle a souligné l'importance d'établir la confiance et l'empathie entre les jeunes et la police dans les quartiers informels, où la

violence est fortement concentrée, ce qui peut conduire à la stigmatisation et à l'utilisation d'une force excessive par les forces de l'ordre.

**Beatrice Kizi Nzovu, chef d'équipe des programmes nationaux africains chez LPI**, a parlé du travail de LPI dans les quartiers informels de Nairobi depuis 2015. Elle a mentionné qu'en 2019, lorsqu'ils ont rejoint le réseau PiOC, LPI a commencé à repenser son approche de la violence urbaine et a reconnu l'importance de mener des recherches pour vraiment comprendre la question, qui n'est pas interchangeable avec d'autres aspects de la consolidation de la paix. Elle a mentionné que le paysage de la violence urbaine à Nairobi est multiforme, avec des problèmes de traite des personnes, de toxicomanie, de violence sexuelle basée sur le genre (VSBG), de corruption, et plus encore, qui sont tous liés entre eux. Elle a indiqué que LPI s'est concentrée sur une stratégie à trois volets pour aborder ce problème : faire entendre la voix des communautés, mettre l'accent sur un engagement politique inclusif pour la paix et donner la priorité à l'apprentissage collaboratif pour améliorer la pratique et la politique.

**Rose Mbone, fondatrice de The Legend Kenya**, a souligné l'importance d'une collaboration étroite avec les acteurs locaux de la sécurité lorsqu'il s'agit d'aborder les questions qui affectent les communautés sur le terrain. Elle a également fait remarquer qu'ils abordent la consolidation de la paix sous l'angle de la guérison des traumatismes et de la résilience, ce qui est essentiel pour aider les individus à rompre avec les cycles de violence qui transforment les victimes en auteurs de violences. Elle a reconnu le rôle unique des chefs religieux dans ce processus, qui peuvent offrir des conseils dans une perspective

spirituelle. Elle a également noté qu'ils travaillent avec les femmes de la communauté pour améliorer les relations avec les acteurs de la sécurité et promouvoir la guérison des traumatismes.

**Nashon Opio, chef principal de Korogocho**, a fait part de son expérience de travail dans une communauté qui a souvent été sujette à des violences liées aux élections, mais qui est restée pacifique lors des dernières élections. Il a déclaré qu'ils ne pouvaient y parvenir, en tant qu'administrateurs locaux, qu'en engageant toutes les parties prenantes, en particulier les jeunes, et en collaborant avec des organisations telles que LPI et The Legend Kenya, qui les ont aidés à établir des communautés de paix à tous les niveaux. Il a également souligné l'importance de remettre en question les stéréotypes, de briser les mythes au sein du secteur de la sécurité et de s'attaquer aux rôles traditionnels liés au genre et à la vie domestique, qui placent souvent les femmes dans des situations dangereuses. Toutefois, il a noté que des défis subsistent, notamment en ce qui concerne le taux de chômage élevé dans la communauté.

Le modérateur a posé des questions complémentaires sur la manière d'aborder la perception des jeunes hommes et le rôle qu'ils jouent dans la violence, et sur la manière d'assurer l'inclusion dans les forums communautaires. Les panélistes ont souligné l'importance d'établir des relations institutionnelles durables entre la communauté et la police, et que les représentants du gouvernement doivent montrer l'exemple en encourageant l'inclusion, en étant accessibles et en collaborant avec les partenaires du gouvernement, du secteur de la sécurité, de la société civile et de la communauté.



## Visites de sites

L'après-midi, les participants ont eu l'occasion de participer à une activité d'apprentissage par l'expérience, organisée en partenariat avec The Legend Kenya. Les participants ont été divisés en trois groupes, chacun se rendant dans un quartier informel de Nairobi, où ils ont eu l'occasion de découvrir les différents programmes mis en œuvre dans ces communautés pour prévenir et réduire les différentes formes de violence.

Un groupe s'est rendu dans la communauté de Korogocho, où il a pu en apprendre davantage sur les solutions de guérison des traumatismes et sur la résilience des communautés. Parmi les principaux arrêts, on peut citer un parc populaire, qui montre la transformation d'une ancienne décharge en un site de loisirs communautaire, une initiative artistique visant à promouvoir la VSBG, et un poste de police doté d'un jardin communautaire entretenu conjointement par des jeunes et des acteurs de la sécurité.

Le deuxième groupe s'est rendu dans la communauté de **Mathare**, et le thème principal de la visite était le changement climatique et l'engagement des jeunes. Ils ont été témoins des effets de la pire inondation que le pays ait connue dans un passé récent, et ont découvert les efforts

des jeunes pour reconquérir ces lieux grâce à des initiatives telles que la plantation d'arbres et la création de jardins potagers.

Le troisième groupe s'est rendu dans la communauté de **Kibera**, où l'accent a été mis sur les initiatives visant à prévenir les violences sexuelles et sexistes. Les participants se sont promenés dans la communauté, ont vu les peintures murales, les tableaux et l'art de la rue créés par les membres de la communauté, et ont discuté avec des activistes VFG locaux et des personnes impliquées dans les efforts de protection de l'enfance.

Dans les trois sites, les participants ont eu l'occasion de voir un groupe de jeunes exécuter des danses traditionnelles kenyanes sur les thèmes de la violence communautaire, de la VFG et du plaidoyer par le biais de divertissements éducatifs. Ils ont également participé à une séance de questions-réponses avec des membres de la communauté pour en savoir plus sur leurs expériences et les initiatives sur lesquelles ils travaillent. L'une des principales réflexions qui a émergé a été l'importance pour les acteurs étatiques de s'engager directement auprès des communautés qu'ils servent afin d'élaborer des politiques adaptées et des interventions éclairées par la communauté.



## 3ER JOUR

### « Spoken words »

La journée a débuté par une performance de l'artiste **Daniel Sirma**, qui a présenté au public une pièce mettant en lumière une série de défis spécifiques liés à la violence auxquels les villes sont confrontées, tout en exaltant le pouvoir des voix des jeunes et des communautés marginalisées, et en conceptualisant la paix comme un choix qui peut être fait pour construire une nouvelle ville d'espoir.

### Aperçu de la recherche sur les migrations climatiques en milieu urbain : une étude de cas à Kisumu

Le premier panel de la journée a discuté des défis posés par les migrations liées au climat dans les centres urbains, en se concentrant sur les recherches menées par LPI à Kisumu. La modératrice, **Martha Bakwaseya, conseillère principale en politique de consolidation de la paix au niveau mondial chez LPI**, a ouvert la conversation en déclarant que la Corne de l'Afrique est confrontée à des questions cruciales telles que la justice transitionnelle, la réconciliation, la coopération transfrontalière et l'intersection du climat, de la paix et de la sécurité, ce qui crée des difficultés uniques pour toute personne travaillant ou menant des recherches dans la région. Elle a mentionné que leur travail dans la région de la Corne de l'Afrique vise à identifier et à atténuer ces risques de sécurité liés au climat aux niveaux sous-régional, national et local.

**Rose Alulu, chargée de programme chez LPI**, a expliqué que l'objectif principal de cette étude était d'explorer les interconnexions entre la migration climatique urbaine, le

changement environnemental, la paix et la dynamique de la sécurité, ainsi que l'idée du changement climatique en tant que « multiplicateur de menaces ». Selon elle, le changement climatique ne peut à lui seul être considéré comme une cause directe de conflit. Cependant, il augmente le risque en entraînant une pénurie de ressources et en aggravant les problèmes socio-économiques, politiques et sécuritaires.

**Calvince Ouko, chercheur et maître de conférences à l'université de Nairobi**, a présenté les résultats de l'étude à Kisumu, au Kenya. Il a déclaré que les problèmes de sécurité dans la communauté se manifestaient sous diverses formes, notamment les cambriolages, les crimes violents, la VSBG et la violence politique, et que les jeunes étaient largement impliqués dans ces activités. Il a également noté que l'expansion urbaine accélérée avait un impact significatif sur la biodiversité et l'utilisation des terres de la région, notamment en ce qui concerne les changements de température, la gestion des déchets et l'utilisation de l'eau. Il a souligné que la recherche mettait en évidence l'importance de comprendre les complexités de l'exode rural et son impact sur la dynamique urbaine, et que le renforcement de la confiance entre la communauté, la police et le gouvernement local était l'une des principales recommandations pour répondre aux préoccupations en matière de sécurité.

Les participants ont posé des questions sur le rôle du gouvernement du comté dans l'étude et sur la manière de mieux intégrer la communauté dans ces efforts. Les chercheurs ont précisé que le comté a été impliqué dans le projet et que son rôle ne se limite pas à l'application des recommandations de l'étude, mais aussi au suivi et à l'évaluation de leur impact, en veillant à ce que les stratégies proposées restent pertinentes et efficaces pour faire face à la nature dynamique des défis urbains. En ce qui concerne la participation des communautés, les chercheurs ont souligné l'importance de les inclure dans la prise de décision et ont cité des processus d'élaboration de politiques participatifs, transparents et responsables pour garantir l'inclusion des communautés.





## Exploiter les données et la technologie pour prévenir la violence dans les villes

Le deuxième panel de la journée a discuté de la manière dont les gouvernements locaux peuvent mieux intégrer les données et les outils numériques pour mettre en œuvre des stratégies de prévention de la violence plus efficaces. La modératrice **Luisa Portugal (Secrétariat de PiOC)** a encadré la discussion en faisant remarquer que les dirigeants locaux et ceux dont le travail est profondément ancré dans leurs communautés sont les mieux placés pour prévenir et réduire la violence, mais que les données ont un rôle important à jouer pour les aider à comprendre la violence qui affecte leurs communautés et à soutenir leur prise de décision.

**Emma de Villiers, directrice de Fixed Africa**, a souligné que les données relatives à l'expérience vécue sont essentielles pour comprendre les contextes de sécurité au-delà des statistiques criminelles, qui sont souvent sous-estimées et non représentatives de la réalité des lieux. Elle a présenté l'**Urban Safety Monitor**, un outil que son équipe a développé avec 15 indicateurs de sécurité pour aider les villes qui souhaitent s'engager dans un voyage de connaissances sur la sécurité pour aborder les questions de sécurité et de sûreté qui affectent leurs communautés.

**Dan Foy, directeur d'analyse mondiale chez Gallup Inc.** a présenté les résultats du sondage mondial de Gallup sur la perception de la sécurité dans la région de l'Afrique. Il a indiqué que la confiance dans la police locale et la satisfaction générale à l'égard de la communauté sont les facteurs les plus fortement corrélés au sentiment de sécurité, la confiance dans la police locale jouant un rôle particulièrement important. Il a également mentionné l'écart entre les sexes dans les données, les hommes se sentant beaucoup plus en sécurité que les femmes dans le monde entier.

**Joshua Owino, directeur de programme à Map Kibera**, a parlé des efforts déployés par la communauté pour élaborer une **cartographie participative** du quartier dans lequel il réside, Kibera. Il a expliqué comment il a travaillé avec la communauté pour décider des priorités à donner à la cartographie, et comment cette initiative a évolué vers d'autres initiatives telles que Voices of Kibera, une plateforme de rapports par SMS, et Kibera News Network, une plateforme de journalisme citoyen. Il a fait remarquer que son principal objectif était de rendre visible l'invisible, en donnant aux habitants de Kibera une plateforme pour conduire le changement.

Caleb Gichuhi, responsable de BuildUp pour l'Afrique, et Rana Taha, conseillère pour la paix au bureau du coordinateur des Nations unies au Kenya, ont présenté le projet Zke, que leurs organisations développent conjointement. Ils ont expliqué que la jeunesse kenyane se sentait déconnectée des processus politiques et que, pour que la démocratie fonctionne, il fallait s'engager davantage à écouter leur voix. Ils ont développé **Zke** pour créer un avenir où les jeunes seront le moteur de l'engagement national au Kenya. Comme ils le disent, la plateforme facilite les conversations menées par les jeunes autour de questions urgentes. Cette plateforme s'appuie sur une approche multicanal, à travers des plateformes telles que WhatsApp et des stations de radio pour diffuser ces discussions. Ils ont noté que des approches durables, inclusives et hybrides de la participation publique seront essentielles pour garantir que la jeunesse kenyane participe activement à l'élaboration de l'avenir de la nation.

Les questions des participants portaient sur la manière de s'assurer que les données avec lesquelles on travaille sont légitimes et exactes, sur la manière d'intégrer les données relatives à l'expérience vécue aux ensembles de données plus traditionnels, sur la manière de mieux utiliser les outils délibératifs et sur la manière de mieux utiliser les données pour améliorer l'élaboration des politiques, en particulier dans les endroits où il y a des contraintes de ressources, telles que le manque de fonds, de connectivité Internet ou d'électricité. Les panélistes ont répondu qu'il est important de se rappeler qu'il n'existe pas de solution unique en matière de données, et qu'il est crucial de rencontrer les communautés là où elles se trouvent et de trouver les

données qui répondent le mieux à leurs besoins et à leurs ressources. Pour garantir la légitimité et l'exactitude des données, les panélistes ont indiqué que les boucles de rétroaction et la collecte de données sur des périodes plus longues sont quelques-unes des mesures de protection que l'on peut mettre en place. Les panélistes ont également rappelé l'importance de créer des plates-formes où les voix des communautés locales peuvent être entendues et intégrées dans des conversations plus larges, ce qui peut se faire par des méthodes d'engagement en ligne et hors ligne, en veillant à ce que même ceux qui ont un accès limité à la technologie puissent encore contribuer aux processus de prise de décision.

## Bureaux de prévention de la violence

Le dernier panel de la journée, modéré par **Kelsey Paul Shantz (Secrétariat de PiOC)**, a discuté des bureaux de prévention de la violence (BPV). Comme l'a présenté la modératrice, ces bureaux sont des entités locales dirigées par le gouvernement ou la société civile — parfois sous une forme mixte — qui se consacrent à la prévention et à la réduction de diverses formes de violence. Comme elle l'a expliqué, bien que ces bureaux puissent être très différents d'un endroit à l'autre, une approche typique de ces unités consiste à diagnostiquer les types de violence les plus répandus dans une région donnée, à travailler avec les acteurs communautaires et les gouvernements locaux pour comprendre les causes et la dynamique de cette violence, et à développer une stratégie de l'ensemble de la société pour y remédier.

**Holly Joshi, chef/directrice de la ville d'Oakland (États-Unis)**, a parlé de son expérience de la supervision de l'un des programmes de prévention de la violence les plus importants et les mieux établis des États-Unis. Elle a indiqué que son service s'emploie à diagnostiquer les

problèmes fondamentaux de la violence et à y apporter des solutions, qui comprennent la prévention de la violence armée, l'intervention en cas de violence à l'école, les initiatives en matière de VFG et les programmes de guérison communautaire pour un soutien à long terme après les crises. Elle a également souligné le rôle essentiel que jouent les organisations communautaires dans ces efforts, en particulier en ce qui concerne la sensibilisation dans la rue, l'accompagnement dans la vie, la gestion des cas et la médiation des conflits.

**Martin Bisp, directeur général d'Empire Fighting Chance**, a commencé par parler du soutien apporté par son organisation aux jeunes impliqués ou risquant d'être impliqués dans des activités criminelles et violentes au sein de sa communauté. Il a expliqué qu'après avoir découvert le concept des propositions de valeur en ligne grâce à PiOC, il a décidé de poursuivre dans cette voie afin de renforcer les organisations qui effectuaient déjà le travail sur le terrain et qui bénéficiaient de la confiance de la communauté. Il a indiqué qu'ils sont actuellement en train de mettre en œuvre une proposition de valeur en ligne dans leur ville de Bristol, au Royaume-Uni, et qu'ils préconisent une nouvelle approche, qui n'implique pas l'arrestation des jeunes mais s'attaque aux causes profondes de la violence.

**Michael Olufemi Sodipo, coordinateur de programme du réseau Peace Initiative**, a parlé du concept de délocalisation et de l'autonomisation des groupes locaux pour conduire le changement à partir de la base. Il a parlé du programme « Partenariat contre l'extrémisme violent » (PAVE), une stratégie nationale que son organisation a contribué à développer au Nigéria. Il a expliqué que son organisation travaille en étroite collaboration avec les gouvernements locaux pour rassembler les organisations de la société civile, les agences de sécurité, les chefs traditionnels et les communautés locales. Il a déclaré qu'en amplifiant les voix locales, en travaillant main dans la main avec les communautés et en établissant des partenariats avec des organisations locales et mondiales, ils transforment la consolidation de la paix en un effort collectif.

Les participants ont posé des questions sur les stratégies de prévention des différents types de violence, sur la relation avec les organisations communautaires, ainsi que sur l'autonomie et les défis liés à l'implication des jeunes dans les



efforts de prévention. Les panélistes ont répondu en déclarant que les différentes formes de violence conduisent à des approches de prévention différentes. Par exemple, dans la lutte contre l'extrémisme, il est important de s'engager dans un processus de déradicalisation, alors que des approches plus axées sur les pairs fonctionnent mieux pour prévenir la violence criminelle. Les panélistes ont également noté qu'une manière efficace de travailler avec les organisations communautaires est de leur donner des conseils et de travailler en étroite collaboration, en leur donnant les moyens de répondre aux besoins spécifiques de la communauté. En ce qui concerne les jeunes, ils ont indiqué qu'il était essentiel de leur donner les moyens de rompre les cycles de violence et de les laisser s'exprimer dans le cadre des programmes.

## Groupes de travail et discussion en plénière

Les participants ont ensuite été répartis en trois groupes de discussion, chacun chargé de répondre à une question différente.

Le premier groupe a discuté de la manière dont le secrétariat de PiOC et les membres de PiOC peuvent se soutenir mutuellement à partir d'ici, créer des coalitions et faciliter l'échange de connaissances. Lors de la discussion en séance plénière, animée par **Daniel Friedman (Secrétariat de PiOC)**, ils ont indiqué qu'il était essentiel de tirer parti des expériences acquises lors de cette conférence et de les appliquer au sein de leurs organisations et de leurs secteurs gouvernementaux. Ils ont exprimé le souhait de voir se multiplier les échanges entre pairs et fondés sur la connaissance, et ont souligné la nécessité d'utiliser la technologie pour atteindre les jeunes. Ils ont également mentionné que PiOC pourrait jouer un rôle important en contribuant à la continuité des projets et des politiques lors des changements d'administration.



Le deuxième groupe de discussion a été chargé de réfléchir aux principaux enseignements qu'ils ont tirés de la conférence. Un participant travaillant dans le domaine de l'application de la loi a déclaré avoir vécu un changement de paradigme concernant les organisations de la société civile, qu'il considérait auparavant comme une force d'opposition, mais qu'il a fini par voir comme un partenaire essentiel. Le groupe a également retenu que de petites initiatives peuvent avoir un impact significatif et qu'il est important d'utiliser des méthodologies adaptées à un contexte particulier.

Le troisième groupe a discuté des défis et des opportunités après la conférence, en particulier si l'on considère les défis mondiaux actuels et les contextes changeants pour les villes. Le groupe a rapporté à la plénière qu'il a parlé de l'importance pour tous les membres de devenir des défenseurs de PiOC et d'aider à diffuser le travail du réseau. En outre, ils ont mentionné la nécessité de réfléchir à la manière dont les membres du réseau peuvent collecter des fonds ensemble et soutenir le réseau par des efforts de collecte de fonds plus larges et collectifs.

## Défis émergents et solutions inspirantes

Lors de la séance de clôture de la conférence, **Rachel Locke (Secrétariat de PiOC)** est revenue sur les trois derniers jours et a réfléchi à tout ce que le réseau a pu accomplir. Elle a souligné l'importance de créer des espaces de compréhension entre les personnes, les communautés, les disciplines et les zones géographiques, et que ce travail n'est pas seulement intellectuel, mais aussi profondément émotionnel. Elle a déclaré que le réseau PiOC leur permet d'affirmer qu'ils ne sont pas seuls dans leur travail. Elle a invité les participants à ne pas oublier l'impact qu'ils ont les uns sur les autres lorsqu'ils retournent dans leur ville, à se rappeler qu'ils sont des agents du changement et que les résultats ne seront à la hauteur que des efforts déployés. Elle a conclu la conférence en exprimant sa profonde gratitude, au nom du réseau, à toutes les personnes présentes, leur rappelant l'importance de maintenir l'élan et de continuer à se soutenir mutuellement dans cette mission commune de construction de la paix.



Les participants au premier atelier régional du PiOC lors de la dernière journée de réunions.

# peace

IN OUR CITIES

## About Peace in Our Cities

Peace in Our Cities (PiOC) is a unique global network of 24 cities and over 40 community-based and international partners with the ambitious goal to halve urban violence by 2030. The network represents over 25 million people in cities across the world.

PiOC seeks to reduce and prevent urban violence worldwide—preserving lives and helping cities thrive. It does so by creating concrete, participatory, and evidence-based platform exchanges to reduce and prevent severe violence in member cities, while also building a global movement of urban-violence-reduction advocates. The PiOC approach is based on three lines of action:

- Amplify policymaker awareness of the genuine scope and scale of urban violence and opportunities available to help cities address it.
- Advance evidence-informed, balanced policy solutions and peacebuilding approaches to reduce the most severe forms of violence in urban contexts.
- Accompany city leaders, community partners, and civil society through peer exchanges and information access to realize ambitious targets for violence reduction.

Peace in Our Cities is co-facilitated by three US-based independent institutions: the Pathfinders for Peaceful, Just and Inclusive Societies at New York University’s Center on International Cooperation; the Kroc Institute for Peace and Justice at the University of San Diego; and the Stanley Center for Peace and Security. For more, visit: [peaceinourcities.org](https://peaceinourcities.org).

## About the Life & Peace Institute

The Life & Peace Institute (LPI) is an international peacebuilding organization that works in partnership with civil society in non-violent conflict transformation. LPI Across the World Our approach is based on an understanding that conflict is a natural part of societies, with the potential for both constructive and destructive change, and that peace can only be achieved through the active involvement of the people that are affected by the conflict, and that their voices and their actions matter. LPI promotes inclusive community-based peacebuilding processes, with a focus on youth and women. For more, visit: [life-peace.org](https://life-peace.org).

